

TABLE DES MATIERES

1	IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE.....	3
2	VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION	3
2.1	Modification du Programme opérationnel	3
2.2	Programmation	3
2.3	Accompagnement des projets.....	4
2.4	Plan d'action pour la programmation stratégique (PAPS)	4
2.5	Communication	4
3	REALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE	5
3.1	Vue d'ensemble de la réalisation	5
3.2	Indicateurs communs et spécifiques au programme	8
3.3	Valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance	24
3.4	Données financières	25
4	SYNTHESE DES EVALUATIONS	30
5	PROBLÈMES ENTRAUVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES	30
6	RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS	32
7	RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS	32
8	LE CAS ÉCHÉANT, PROGRÈS DANS LA PRÉPARATION ET LA RÉALISATION DES GRANDS PROJETS ET DES PLANS D'ACTION COMMUNS	32
9	EVALUATION DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE COOPERATION.....	32
9.1	Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme	32
9.2	Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et promouvoir la non-discrimination, en particulier celles concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les modalités mises en œuvre pour garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» dans le programme de coopération et les opérations.....	37
9.3	Développement durable.....	38
9.4	Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique	39
9.5	Rôle des partenaires dans la réalisation du programme de coopération	39
10	INFORMATIONS ET ÉVALUATIONS OBLIGATOIRES	40
10.1	Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations.....	40
10.2	Résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication	40
11	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION	42
11.1	Progrès dans la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme de coopération	42

11.2	Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer la capacité des autorités et des bénéficiaires de gérer et d'utiliser le FEDER.....	42
11.3	Contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes (le cas échéant)	43
11.4	Progrès réalisés dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'innovation sociale	44
12	INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME.....	44

1 IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE

CCI	2014TC16RFCB039
Titre	INTERREG V-A France - Allemagne – Suisse (Rhin Supérieur)
Version	2016.0
Date d'approbation du rapport par le Comité de suivi	27 juin 2017

2 VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

L'année 2016 a été marquée par une montée en puissance de la programmation de projets puisque 21 projets ont été programmés en 2016 contre 18 en 2015, portant le nombre total de projets à 39. Les projets adoptés en Comité de suivi (CS) en 2016 ont porté le montant de l'enveloppe FEDER totale à 42 887 508,31€, soit 39.09% du FEDER alloué au programme (et 37,68% du financement global éligible, pourcentage plus faible en raison des taux de cofinancement différents des axes prioritaires respectifs). La programmation de ces 39 projets devrait permettre au programme d'atteindre les valeurs intermédiaires du cadre de performance pour l'année 2018 et d'avancer quant aux valeurs cibles pour 2023. Toutefois, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles en 2023 ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés.

2.1 Modification du Programme opérationnel

Suite à la transmission des résultats des enquêtes permettant d'établir les valeurs cibles manquantes pour certains indicateurs de résultat du Programme opérationnel (PO), l'Autorité de gestion (AG) a procédé à la demande de modification (et donc de finalisation) du PO sur cette base. Cette demande de modification a été acceptée par la Commission européenne en date du 26 octobre 2016.

Du fait du caractère inédit des quatre enquêtes réalisées, les informations qu'elles contiennent s'avèrent aussi intéressantes qu'utiles pour les partenaires du programme et autres acteurs de la RMT. Elles ont été groupées dans une brochure grand public qui sera publiée en début d'année 2017.

2.2 Programmation

16 236 718,62 € de FEDER ont été engagés pour 21 projets en 2016. Ce montant est très encourageant et devrait permettre au programme, si les projets réalisent et remontent leurs dépenses correctement et régulièrement à l'AG, d'éviter un dégageant d'office.

Le programme a reconduit l'appel à projets « Offensive sciences », publié le 25 janvier 2016. Sur 22 dossiers déposés en avril 2016, 20 étaient formellement recevables et ont pu être soumis à une évaluation scientifique par des experts indépendants, ainsi qu'à l'examen de l'éligibilité par le Secrétariat conjoint (SC). 7 projets ont ainsi été pressentis, en raison de leur qualité scientifique, pour être financés dans le cadre de cet appel à projet.

Un dispositif spécifique de financement de projets de coopération entre les acteurs de la société civile a été mis en place en 2016. Cet appel à microprojets, entend répondre à l'OS 12 du PO en mettant en œuvre des projets de petite taille favorisant l'intégration de la société civile et l'intensification de l'engagement citoyen sur le territoire. Pour ce faire, une enveloppe de 1,2 millions d'euros de FEDER a été réservée pour une période de trois années qui court à partir du 1er janvier 2017. Des critères et procédures de sélection spécifiques simplifiées ont également été mis en place.

2.3 Accompagnement des projets

La forte programmation de nouveaux projets en 2016 s'est traduite par un travail important du SC et de l'AG, notamment pour accompagner les projets dans la phase de montage et d'instruction jusqu'à leur acceptation.

En parallèle, l'année 2016 a été marquée par l'accompagnement des projets en cours de réalisation. Le circuit financier a été développé et des formations à l'utilisation de l'outil informatique ont été effectuées pour les bénéficiaires utilisateurs. Enfin, une première version du manuel du programme, compilant l'ensemble des règles et fonctionnements du programme à destination des bénéficiaires, a été validée par le CS et mise en ligne sur le site internet du programme.

2.4 Plan d'action pour la programmation stratégique (PAPS)

Lors de sa réunion de juin 2016, le CS a chargé l'AG d'élaborer un plan d'action, lui permettant de mieux orienter l'intervention du programme. Ainsi, l'AG a procédé à une analyse détaillée de l'état de la mise en œuvre des objectifs du programme. Sur cette base, un plan d'action pour la programmation stratégique (PAPS) a été élaboré et a été adopté par le Comité de suivi. Ce PAPS a vocation à être actualisé et à évoluer tout au long de la mise en œuvre du programme.

Les constats et préconisations en 2016 sont les suivants :

- Dans chaque axe, certaines priorités thématiques ne sont pas encore prises en compte et d'importants efforts seront encore nécessaires pour atteindre les valeurs cibles fixées dans le PO pour certains indicateurs.
- Pour les priorités thématiques et les indicateurs concernés, la mise en œuvre des mesures suivantes a été préconisée (et jugée prioritaire pour 2017):
 - afin d'identifier et de générer de nouveaux projets contribuant fortement aux indicateurs : mesures d'information ciblée (notamment dans les OS 6 et 8), appels à manifestation d'intérêt (notamment dans l'axe A et de l'OS 7), appels à projets (notamment l'Offensive Sciences)
 - afin d'orienter la contribution des projets sélectionnés : mise en place de réserves stratégiques, mise en place de contributions obligatoire à certains indicateurs.

La mise en œuvre immédiate des mesures suivantes a été décidée :

- la moitié des projets programmés à ce jour entrent dans l'axe A. Par conséquent, les fonds encore disponibles sont limités. Pour cet axe, la programmation sera donc limitée aux projets sélectionnés dans le cadre d'un appel à projet ou annoncés lors d'un appel à manifestation d'intérêt ciblant notamment les projets à forte contribution aux indicateurs (publié en 2017)
- pour certains indicateurs, les efforts nécessaires afin d'atteindre les valeurs cibles en 2023 paraissent particulièrement importants. Les projets programmés devront donc apporter une contribution obligatoire aux indicateurs concernés
- l'appel à microprojets sera publié en 2017 et un prochain appel à projet (Offensive Sciences) est d'ores et déjà prévu. Des réserves stratégiques ont donc été mises en place pour ces deux dispositifs.

2.5 Communication

Le plan d'action pour la communication pour l'année 2016 – déclinaison opérationnelle de la stratégie de communication globale du programme – a été développé en tenant compte de l'état de mise en œuvre du programme.

Les temps forts de l'année 2016 ont été accompagnés de mesures de publicité, notamment par le biais du site Internet du programme, à destination des différents publics concernés : qu'il s'agisse de la présentation des projets adoptés, du lancement de l'appel à projets « Offensive sciences », de l'élaboration et mise en place d'un dispositif de financement de microprojets, ou encore du développement d'un PAPS.

2016 a constitué une année riche en matière de communication. En effet, les activités de publicité autour des réalisations du programme sont venues s'ajouter aux mesures d'information des bénéficiaires potentiels. De cette façon, et jusqu'à la fin de la période de programmation, tous les publics-cibles de la stratégie de communication du programme ont été sollicités et tous les moyens de communication du programme ont été mobilisés et le seront encore dans les années à venir.

3 REALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE

3.1 Vue d'ensemble de la réalisation

Axe prioritaire A

Objectifs financiers :

Avec 8 projets supplémentaires programmés en 2016, la programmation financière de l'axe A passe de 37.71% à 65.89 % de sa dotation FEDER.

Cadre de performance :

Les projets programmés en 2015 laissaient espérer un bon niveau de réalisation : ils permettraient d'atteindre la valeur intermédiaire pour les deux indicateurs de réalisation et pour les objectifs fixés à l'horizon 2023 pour l'indicateur IC7. Les projets programmés en 2016 encouragent ces tendances.

Etat de la programmation :

En 2016, un projet supplémentaire a été programmé dans l'OS 1. Un total de 10 projets a été programmé dans l'OS 3, dont 7 projets lauréats de l'« Offensive Sciences » (OS). Ces projets alimentent davantage les indicateurs IC 46 et IS A. Le premier appel à projet « Offensive Sciences » de la programmation, initiative conjointe avec les ministères de recherche de deux Länder allemands et la Région Grand Est en France mise en œuvre pour la première fois dans le cadre du programme INTERREG IV, a été publiée le 25.01.2016 pour un dépôt des dossiers au 15.04.2016. Les 7 projets ont été adoptés par le Comité de suivi du 8.12.2016.

Programmation stratégique :

Dans ce contexte de très forte réalisation de l'axe A dès l'année 2016, des mesures ont dû être prises afin d'assurer la mise en place d'un prochain appel « Offensive Sciences », d'ores et déjà prévu, et de permettre l'émergence d'idées de projets permettant de couvrir les priorités thématiques et assurant l'atteinte des valeurs cibles 2023 des indicateurs de réalisations. Une limitation de la programmation continue de projets a donc été mise en place pour permettre l'utilisation ciblée des fonds communautaires restants.

Axe prioritaire B

Objectifs financiers :

Avec 3 projets supplémentaires programmés en 2016, la programmation financière de l'axe B passe de 11.05 % à 22.61 % de sa dotation FEDER.

Cadre de performance :

Les valeurs fixées pour 2018 pour les 2 indicateurs IS B et IS E devraient pouvoir être atteintes par les projets programmés en 2015. Les projets programmés en 2016 contribueront à l'atteinte des objectifs finaux pour ces deux indicateurs.

Etat de la programmation

En 2016, un projet a été programmé dans l'OS 4 et deux projets ont été programmés dans l'OS 7. Au sein de l'OS 6, qui renseigne quatre indicateurs de réalisation en dehors du cadre de performance et vise notamment les entreprises, aucun projet n'a été programmé en 2016. Le plan d'action pour la programmation stratégique, adopté lors du Comité de suivi du 8.12.2016, prévoit des mesures pour faire émerger des projets dans le cadre de cet objectif spécifique.

Programmation stratégique :

Le défi principal dans le cadre de l'axe B consiste à générer un nombre suffisant de projets dans les OS 4, 5 et plus particulièrement l'OS 6, afin de couvrir l'ensemble des priorités thématiques du programme et d'atteindre les valeurs cibles des indicateurs de réalisation. A cet effet, une manifestation d'information thématique sera mise en œuvre en 2017. Le défi principal dans le cadre de l'objectif spécifique 7 consiste à identifier le volume et le cadre temporel des projets potentiels, afin d'évaluer le besoin réel de fonds communautaires et pouvoir, le cas échéant, prendre des mesures complémentaires.

Axe prioritaire C

Objectifs financiers :

Avec 3 projets supplémentaires programmés en 2016, la programmation financière de l'axe C passe de 13.02 % à 21.62 % de sa dotation FEDER.

Cadre de performance :

Les projets programmés en 2015 devraient permettre d'atteindre la valeur intermédiaire de l'indicateur IC 46. Les projets programmés en 2016 viennent contribuer aux valeurs finales de cet indicateur. Les contributions prévues atteignent dès à présent quasiment les valeurs fixées pour 2023.

Etat de la programmation :

2 projets ont été programmés en 2016 au sein de l'OS 9. Ils contribuent aux indicateurs de réalisation IS F et IS G. Sur le territoire PAMINA, un projet est venu compléter les actions des deux projets emploi de l'OS 10 déjà programmés en 2015. Outre l'indicateur du cadre de performance, ce projet contribue également aux indicateurs de réalisation IC 1 et IC 43. L'OS 8, qui vise en particulier les entreprises, n'a toujours pas donné lieu, tout comme l'OS 6 dans l'axe B, à la programmation de projets en 2016. Le plan d'action pour la programmation stratégique prévoit des mesures pour faire émerger des projets dans le cadre de cet objectif spécifique.

Programmation stratégique :

Le défi principal dans le cadre de l'axe C consiste à générer un nombre suffisant de projets dans les l'OS 8 et à encourager la participation d'entreprises aux projets programmés au titre des trois objectifs spécifiques de l'axe, afin de couvrir l'ensemble des priorités thématiques du programme et d'atteindre les

valeurs cibles des indicateurs de réalisation. A cet effet, une manifestation d'information thématique, ciblant plus particulièrement l'implication d'entreprises dans les projets, sera mise en œuvre en 2017.

Axe prioritaire D

Objectifs financiers :

Avec 4 projets supplémentaires programmés en 2016, la programmation financière de l'axe D passe de 19.87 % à 34.82 % de sa dotation FEDER.

Cadre de performance :

La valeur 2018 de l'indicateur J pourra être largement atteinte par les contributions prévisionnelles des projets programmés en 2015. Les projets programmés en 2016 contribuent donc potentiellement à l'atteinte de la valeur finale de cet indicateur de réalisation.

Etat de la programmation :

Deux projets de plus ont été programmés dans le cadre de l'OS 11. Deux autres ont été programmés dans le cadre de l'OS 12, qui n'avait pas encore vu naître de projets en 2015. Outre le cadre de performance, trois de ces projets contribuent également à l'indicateur IS I.

Dans l'OS 12, le projet « société civile » va animer la rencontre des citoyens du Rhin supérieur et accompagner les porteurs de microprojets dans leurs démarches. Ce projet va de pair avec le lancement de l'appel à microprojets, prévu pour 2017, auquel 1.2 million d'euros des fonds de l'axe D sont dédiés.

Programmation stratégique :

En tenant compte des idées de projets soumises au Secrétariat conjoint au cours de l'année 2016, les fonds prévus au titre de l'axe prioritaire D pourraient être, en très grande partie, attribuées à des projets dès l'année 2017. En même temps, des contributions supplémentaires importantes aux indicateurs de réalisation sont nécessaires afin d'atteindre les valeurs cibles correspondantes. Il est donc possible que, à l'instar de l'axe prioritaire A, la programmation continue de projets soit limitée au cours de l'année 2017.

Axe prioritaire E

Un seul projet est à recenser sous l'axe prioritaire E. Il s'agit du projet d'assistance technique programmé lors du Comité de suivi du 16 décembre 2015, couvrant l'ensemble des tâches à mener pour la mise en œuvre du programme INTERREG V et la totalité de la période de programmation. Ce projet a également permis d'engager la totalité des fonds FEDER prévus pour cet axe (taux de programmation de 100% pour l'axe prioritaire E). Par conséquent, aucun nouveau projet d'assistance technique n'a été programmé en 2016.

Contrairement à 2015, l'année 2016 a été la première année où l'ensemble des missions et des coûts afférents à la mise en œuvre du programme ont été rattachés au dispositif d'assistance technique INTERREG V et où le programme n'a plus valorisé de coûts sur l'assistance technique de l'ancien programme.

Le démarrage des premiers projets a par ailleurs conduit durant l'année 2016 à la mise en place d'une série de mesures prévues dans le cadre de l'assistance technique du programme. Ces mesures visant notamment à accompagner les bénéficiaires, à communiquer autour du programme et des projets ainsi qu'à permettre le contrôle de premier niveau et le versement des fonds communautaires aux projets seront poursuivies et approfondies en 2017 et au-delà. Elles permettront ainsi d'alimenter, à l'issue du projet « Assistance technique INTERREG V », les indicateurs prévus de l'axe E.

3.2 Indicateurs communs et spécifiques au programme

Indication à propos de la colonne „2016“ dans les tableaux d'indicateurs de réalisation suivants :

F: Valeurs réalisées par les projets programmés pour l'année concernée (valeur cumulée)

S: Valeurs prévisionnelles des projets programmés pour l'année concernée (valeur cumulée)

Axe prioritaire A

Croissance intelligente – Faire du Rhin supérieur une région transfrontalière de la connaissance et de l'innovation compétitive sur le plan international

Priorité d'investissement 1a

Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I, et faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO25	Recherche et innovation: nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées	Équivalents temps plein	59,00	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	50	S	50	Valeur très encourageante.
CO26	Recherche et innovation: nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	257	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	49	S	49	Des efforts pour atteindre la valeur cible sont prévus dans le plan d'actions pour la programmation stratégique (PAPS).
CO42	Investissement productif: nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux	Entreprises	15	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	164	S	170	La valeur cible devrait être largement dépassée.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières	Personnes	1.624	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	3.621	S	3.896	La valeur cible devrait être largement dépassée.
A	Nombre d'outils de coordination développés de manière transfrontalière	Instruments	52	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	19	S	20	La valeur semble réalisable, à terme, par la totalité des projets programmés au titre de l'axe prioritaire A.

Objectif spécifique 1

Accroître les capacités transfrontalières pour une R&I de pointe dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
1	Part des chercheurs actifs sur le plan transfrontalier dans le Rhin supérieur	Pourcentage	16,10	2016	27,14	16,10	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la Commission Européenne en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Priorité d'investissement 1b

Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO26	Recherche et innovation: nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	1 802	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	539	S	681	Valeur encourageante mais des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
CO42	Investissement productif: nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux	Organismes	73	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	15	S	65	Valeur très encourageante. La valeur 2016 est proche de l'objectif.

Objectif spécifique 2

Accroître la participation des entreprises à des projets transfrontaliers de R&I en partenariat avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
2	Nombre d'entreprises participant à des projets transfrontaliers de R&D en partenariat avec des structures de recherche et d'enseignement supérieur	Valeur absolue (entreprises)	0,31	2015	0,6	0,31	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO acceptée par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Objectif spécifique 3

Augmenter le nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
3	Nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur	Valeur absolue (applications et innovations)	0,47	2015	0,7	0,47	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Axe prioritaire B

Croissance durable – Promouvoir un développement respectueux de l'environnement dans les territoires, l'économie et la mobilité de l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

Priorité d'investissement 6d

Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO23	Nature et biodiversité: Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Hectares	4 361,00	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	0	S	0	Jusqu'ici, aucun projet renseignant cet indicateur n'a été programmé. Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
B	Nombre de nouvelles stratégies et instruments pour la protection des espèces et l'amélioration de la qualité des services liés aux écosystèmes	Stratégies et instruments	36	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	5	S	21	Valeur très encourageante. NB : le chiffre de 2015 a été corrigé (par rapport au RAMO 2015) en raison de la programmation du projet 4.2 INVAPROTECT, programmé en 2016 et non 2015.

Objectif spécifique 4

Améliorer la protection des espèces végétales et animales sur le plan transfrontalier dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
4	Nombre d'initiatives transfrontalières en faveur de la protection des espèces animales et végétales	Valeur absolue (initiatives)	19	2013	35	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019.

Objectif spécifique 5

Améliorer la qualité des services rendus par les écosystèmes dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
5.1	Qualité globale des eaux souterraines de la nappe rhénane	Pourcentage (part des points de mesure dépassant la limite)	33,00	2009	32,20	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019
5.2	Superficie globale cumulée des forêts et prairies permanentes	Valeur absolue (hectares)	1 300 507	2012	1 293 578	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019

Priorité d'investissement 6g

Soutenir la transition industrielle vers une économie utilisant les ressources de façon rationnelle, favoriser une croissance verte, l'éco-innovation et la gestion des performances environnementales dans les secteurs public et privé

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	2 453	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS6, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.
CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	2 447	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS6, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.
C	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant la diminution de l'impact environnemental dans le	Concepts, outils et installations	42	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS6, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
	cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme du Rhin supérieur			S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.
D	Nombre de nouveaux supports d'information et de mesures de sensibilisation mis en place	Supports et mesures	733	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS6, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.

Objectif spécifique 6

Réduire l'impact environnemental dans le cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
6.1	Consommation des sols (surfaces artificialisées)	Valeur absolue (hectares)	234 691	2012	250 540	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019
6.2	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	Pourcentage	6,93	2011	11,79	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019

Priorité d'investissement 7c

Élaborer et améliorer des systèmes de transport respectueux de l'environnement, y compris les systèmes peu bruyants, et à faible émission de carbone, y compris le transport maritime et sur les voies navigables, les ports, les liens multimodaux et les infrastructures aéroportuaires, de façon à promouvoir une mobilité locale et régionale durable

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
E	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant les transports respectueux de l'environnement	Concepts, outils et installations	16	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	4	S	7	Valeur encourageante NB : une correction sur le chiffre de l'année 2015 a été effectuée, en raison d'une erreur de report concernant les projets 7.4 et 7.5 (qui avaient été comptabilisés en 2015 alors qu'ils ont été programmés en 2016)

Objectif spécifique 7

Limiter l'augmentation du trafic motorisé transfrontalier à travers le développement de transports à faible impact environnemental dans l'espace du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
7	Trafic motorisé transfrontalier	Valeur absolue (véhicules par jour)	326 506,00	2012	392 613,00	/	/	Il n'est pas prévu de renseigner de valeurs cette année. Elle sera renseignée en 2019

Axe prioritaire C

Croissance inclusive – Promouvoir l'emploi dans l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

Priorité d'investissement 3b

Développer et mettre en œuvre de nouveaux modèles d'activité à l'intention des PME, en particulier en ce qui concerne leur internationalisation

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	116	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS8, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières	Personnes	395	F	/	F	/	Aucun projet n'a été programmé dans l'OS8, c'est pourquoi des efforts sont à faire et sont prévus dans le PAPS.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS et les projets qui seront programmés en 2017 prévoient des chiffres encourageants.

Objectif spécifique 8

Étendre les possibilités transfrontalières de développement et de débouchés pour les PME du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
8	Nombre de PME menant des activités transfrontalières	Valeur absolue (entreprises)	94 553	2016	121 034	94 553	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Priorité d'investissement 8b

Favoriser une croissance propice à l'emploi par le développement d'un potentiel endogène dans le cadre d'une stratégie territoriale concernant certaines régions, y compris la reconversion des régions industrielles en déclin ainsi que l'amélioration de l'accès aux ressources naturelles et culturelles spécifiques et de leur développement

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	582	F	/	F	/	Aucun projet contribuant à cet indicateur n'a été programmé dans l'OS9.
				S		S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par- delà les frontières	Personnes	791	F	/	F	/	Aucun projet contribuant à cet indicateur n'a été programmé dans l'OS9.
				S	0	S	0	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
F	Nombre d'utilisateurs de produits, offres et services créés ou améliorés dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité	Personnes	555 345	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	0	S	59 370	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS. NB : une correction sur le chiffre de l'année 2015 a été effectuée, en raison d'une erreur de report concernant le projet 9.1 (qui avait été comptabilisé en 2015 alors qu'il a été programmé en 2016)
G	Nombre de nouvelles mesures de sensibilisation et campagnes d'information dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité	Mesures	517	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	0	S	6	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.

Objectif spécifique 9

Augmenter l'offre d'emploi à travers le développement de secteurs économiques stratégiques dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
9	Nombre de personnes employées dans les secteurs tourisme, culture et créativité	Valeur absolue (personnes)	142 200	2015	162 934	142 200	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Priorité d'investissement 8e

Intégration des marchés transfrontaliers du travail, y compris la mobilité transfrontalière, les initiatives locales communes en matière d'emploi, les services d'information et de conseil et la formation commune (CTE-Transfrontalière)

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	699	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	245	S	275	Valeur encourageante mais efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
CO43	Marché du travail et formation: nombre de participants à des initiatives de mobilité transfrontalière	Personnes	9 328	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	503	S	643	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.
CO46	Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par- delà les frontières	Personnes	3 163	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	3251	S	3471	La valeur cible devrait être largement dépassée avec les seuls projets programmés en 2015 et 2016.
H	Nombre de nouvelles offres de formation	Offres	18	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
				S	67	S	67	La valeur cible devrait être largement dépassée avec les seuls projets programmés en 2015.

Objectif spécifique 10

Augmenter l'offre d'emploi à travers le développement de secteurs économiques stratégiques dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
10	Nombre de travailleurs frontaliers dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (personnes)	93 972	2015	104 051	93 972	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Axe prioritaire D

Cohésion territoriale – Promouvoir la coopération transfrontalière entre les administrations et les citoyens dans l'espace du Rhin supérieur

Priorité d'investissement 11b

Valorisation de la coopération juridique et administrative ainsi que de la coopération entre les citoyens et les institutions (CTE- Transfrontalière)

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
I	Nombre de nouveaux concepts, outils et installations	Concepts, outils et installations	70	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	1	S	13	Des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS. NB : une correction du chiffre de l'année 2015 a été effectuée, en raison de la prise en compte des valeurs d'un projet ayant été programmé en 2016 et non pas 2015.
J	Nombre d'utilisateurs de nouveaux concepts, outils, installations et services pour la coopération administrative et citoyenne	Personnes	82 651	F	/	F	/	Les premiers projets se terminant en 2018, les premières valeurs seront renseignées en 2019.
				S	14 385	S	17 170	Valeur encourageante, des efforts pour atteindre cette valeur sont prévus dans le PAPS.

Objectif spécifique 11

Réduire l'impact environnemental dans le cadre du développement de l'économie et de l'urbanisme dans le Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
11.1	Intensité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (échelle d'intensité)	46,57	2016	50,09	46,57	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.
11.2	Qualité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur	Valeur absolue (échelle de qualité)	81	2016	85	81	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Objectif spécifique 12

Augmenter l'identification des citoyens à l'espace transfrontalier du Rhin supérieur

	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023) Total	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
12	Part des citoyennes et citoyens qui s'identifient au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière	Pourcentage	69,5	2016	78,5	69,5	/	La valeur a été renseignée dans le cadre de la modification du PO accepté par la CE en date du 26 octobre 2016. Aucune valeur qualitative n'est prévue.

Axe prioritaire E
Assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
K	Nombre de demandes déposées	Demandes	/	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	121	S	0	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». La valeur indiquée pour 2015 correspond au nombre indiqué dans le cadre du projet « Assistance technique » programmé en 2015. Il s'agit du nombre de formulaires complets déposés auprès du secrétariat conjoint.
L	Nombre de mesures visant à faire connaître le programme	Mesures	/	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	91	S	0	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève désormais à 91 mesures. Ce chiffre correspond aux événements de communication organisés par le programme (manifestation de lancement, manifestations pendant lesquelles le programme INTERREG a été présenté).
M	Nombre de participants aux séminaires organisés par le Secrétariat commun et l'Autorité de gestion	Personnes	/	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	1 154	S	0	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève à 1 154 personnes. Ce chiffre correspond aux bénéficiaires qui suivront la formation « SYNERGIE-CTE » et

ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur cible	2015		2016		Observations
								la formation « Communication » dispensées par le programme.
N	Nombre de demandes de versement traitées	Demandes	/	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	847	S	0	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Suite à la mise en place du système de contrôle de premier niveau en 2016, la valeur pour ce livrable a été définie et s'élève à 847 demandes de versement. Le projet « Assistance technique » ayant été programmé en 2015, cette valeur cible est à déclarer pour 2015.
O	Nombre de mesures contribuant à augmenter la capacité administrative du programme	Mesures	/	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	130	S	0	Aucune valeur cible n'a été déterminée au niveau du PO pour les indicateurs de l'axe E. Les seules valeurs cibles existantes sont celles définies dans le projet « Assistance technique INTERREG V ». Les livrables du projet « Assistance technique » ayant été actualisés en 2016, la valeur cible pour le projet programmé en 2015 s'élève désormais à 91 mesures. Ce chiffre correspond aux mesures de simplification mise en place par le programme. Il comprend également le nombre de formations auxquelles les agents du service gestionnaire du programme ont pu participer permettant leur spécialisation et l'harmonisation des mesures.
P	Nombre d'emplois cofinancés	Equivalents temps plein	15.5	F	0	F	0	Le projet « Assistance technique » ne se terminant qu'à la fin de période de réalisation, les valeurs seront renseignées en 2023.
				S	16	S	0	Ce chiffre correspond au nombre de personnes en poste au sein du Secrétariat conjoint et de l'Autorité de gestion à la fin de la période de programmation. La valeur cible du projet est légèrement plus élevée que celle indiquée au niveau PO en raison des règles d'arrondis de l'outil SYNERGIE CTE (arrondi à l'unité supérieure pour les indicateurs).

3.3 Valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Axe prioritaire	Type d'indicateur	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en oeuvre	Unité de mesure s'il y a lieu	Valeur intermédiaire pour 2018	Valeur cible finale 2023	2014	2015	2016	Observations
A	Réalisation	CO42	Indicateur		9	88	0	174	230	Valeur prévisionnelle suffisante.
A	Réalisation	CO26	Indicateur		159	2 059	0	588	730	Valeur prévisionnelle insuffisante à ce jour concernant l'atteinte de la valeur cible. Une contribution à cet indicateur sera obligatoire pour tout nouveau projet programmé.
A	Financier		Indicateur	€	6 693 353.00	54 852 482.00	0	0	0	Aucune demande de paiement intermédiaire n'a été effectuée en 2016. La première interviendra en 2017.
B	Réalisation	B	Indicateur		3	36	0	5	21	Valeur prévisionnelle suffisante pour la valeur intermédiaire et satisfaisante concernant la valeur cible.
B	Réalisation	E	Indicateur		1	16	0	4	7	Valeur prévisionnelle suffisante pour la valeur intermédiaire et satisfaisante concernant la valeur cible.
B	Financier		Indicateur	€	10 441 630.00	85 569 874.00	0	0	0	Aucune demande de paiement intermédiaire n'a été effectuée en 2016. La première interviendra en 2017.
C	Réalisation	CO46	Indicateur		450	4 349	0	3 251	3 471	Valeur prévisionnelle encourageante.
C	Financier		Indicateur	€	5 354 682.40	43 881 986.00	0	0	0	Aucune demande de paiement intermédiaire n'a été effectuée en 2016. La première interviendra en 2017.
D	Réalisation	J	Indicateur		9 522	82 651	0	14 385	17 170	Valeur prévisionnelle suffisante pour la valeur intermédiaire mais insuffisante concernant la valeur cible. Une contribution à cet indicateur sera obligatoire pour tout nouveau projet programmé.
D	Financier		Indicateur	€	2 231 117.60	18 284 161.00	0	0	0	Aucune demande de paiement intermédiaire n'a été effectuée en 2016. La première interviendra en 2017.

3.4 Données financières

Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme

Allocation financière de l'axe prioritaire sur la base du programme opérationnel					Données cumulées sur les progrès financiers du programme opérationnel					
Axe prioritaire	Fonds	Base pour le calcul du soutien de l'Union	Financement total	Taux de cofinancement	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Proportion de l'allocation totale couverte avec les opérations sélectionnées	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Proportion de l'allocation totale couverte par les dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires	Nombre d'opérations sélectionnées
			(€)	(%)	(€)	(%)	(€)		(%)	
A	FEDER	Montant total	54 852 482,00	50,00	36 140 607,22	65,89	36 140 607,22	0,00	0,00	19
B	FEDER	Montant total	85 569 874,00	50,00	19 343 398,34	22,61	18 645 625,11	0,00	0,00	8
C	FEDER	Montant total	43 881 986,00	50,00	9 485 709,50	21,62	8 981 303,50	0,00	0,00	5
D	FEDER	Montant total	18 284 161,00	60,00	6 367 255,68	34,82	6 352 255,68	0,00	0,00	6
E	FEDER	Montant total	8 027 192,00	82,00	8 027 192,00	100,00	8 027 192,00	0,00	0,00	1
Montant total	FEDER		210 615 695,00	52,09	79 364 162,74	37,68	78 146 983,51	0,00	0,00	39
Total général			210 615 695,00	52,09	79 364 162,74	37,68	78 146 983,51	0,00	0,00	39

Crédits programmés au titre du soutien du FEDER et du cofinancement national (état en 2016)

Le texte ci-dessous est destiné aux membres du programme pour information. Il n'apparaîtra pas dans le document transmis à la Commission.

Axe prioritaire	UE (FEDER)	Contrepartie nationale			Financement éligible total	Taux de cofinancement	Pour information
		Total	Financement public	Financement privé			Contribution suisse
	(a)	(b = c + d)	(c)	(d)	(e = a + b)	(f= a / e)	
A	18 070 303,61 €	18 070 303,61 €	18 070 303,61 €	-€	36 140 607,22 €	50,00%	5 609 057,58 €
B	9 671 699,17 €	9 671 699,17 €	8 973 925,94 €	697773,23 €	19 343 398,34 €	50,00%	4 463 748,00 €
C	4 747 854,75 €	4 742 854,75 €	4 238 448,75 €	504406,00 €	9 485 709,50 €	50,00%	- €
D	3 820 353,78 €	2 546 901,90 €	2 531 901,90 €	15 000,00 €	6 367 255,68 €	60,00%	1 695 526,26 €
E	6 582 297,00 €	1 444 895 €	1 444 895 €	- €	8 027 192 €	82,00%	326 558,00 €
Total	42 887 508,31 €	36 476 654,43 €	35 259 475,20€	1 217 179,23 €	79 364 162,74 €	54,00%	12 094 889,84 €

La Suisse participe à 12 des 21 projets programmés en 2016, soit 24 projets sur les 39 projets programmés depuis le début de la programmation. Cette participation s'effectue soit par une subvention de partenaires cofinanceurs, soit par la participation de partenaires suisses sous forme de dépenses directes. La participation de partenaires suisses aux 12 projets programmés en 2016 s'élève à 7 679 029,84€. 55% de cette participation correspond à la participation à deux projets programmés dans l'axe B (OS 7) dans le domaine des transports. 35% de cette participation, répartie sur 5 projets, s'effectue dans l'axe A, notamment parce que les projets qui y sont programmés correspondent aux thématiques d'innovation, de recherche et de compétitivité, en accord avec la la Neue Regionalpolitik de la Confédération Suisse. Au total depuis le début du programme, la participation de partenaires suisses s'élève ainsi à 12 094 889,84€ soit 13,22% du coût total des projets.

Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour transmission avant le 31 janvier

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territoriale	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
										(€)	(€)		
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	07	DE134	991 918,00	991 918,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	08	FR421	1 245 106,00	1 245 106,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	11	DEB35	998 890,00	998 890,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	18	DE131	3 925 982,00	3 925 982,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	20	FR421	9 670 186,30	9 670 186,30	0,00	4
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	22	DE131	3 334 536,00	3 334 536,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	22	DE134	999 734,00	999 734,00	0,00	1
A	FEDER	060	01	07	07	01	08	24	DEB35	3 497 329,00	3 497 329,00	0,00	1
A	FEDER	062	01	07	07	01	08	20	FR421	4 829 520,00	4 829 520,00	0,00	1
A	FEDER	062	01	07	07	01	08	22	FR421	999 754,00	999 754,00	0,00	1
A	FEDER	065	01	07	07	01	08	22	FR421	2 459 817,00	2 459 817,00	0,00	1
A	FEDER	082	01	07	07	01	08	07	DE136	997 421,00	997 421,00	0,00	1
A	FEDER	117	01	07	07	01	08	19	FR421	978 985,00	978 985,00	0,00	1
A	FEDER	119	01	07	07	01	08	18	DE134	1 211 428,92	1 211 428,92	0,00	2
A	FEDER	026	01	07	07	01	08	12	FR421	2 600 000,00	2 600 000,00	0,00	1
B	FEDER	027	01	07	07	07	08	12	FR421	242 888,00	242 888,00	0,00	1
B	FEDER	043	01	07	07	07	08	12	FR421	307 500,00	307 500,00	0,00	1
B	FEDER	043	01	07	07	07	08	12	FR422	3 376 572,40	3 376 572,40	0,00	1

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses	Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'Autorité de gestion	Nombre d'opérations sélectionnées
B	FEDER	084	01	07	07	06	08	11	FR422	2 109 655,00	2 109 655,00	0,00	1
B	FEDER	085	01	07	07	06	08	22	DE122	3 966 535,78	3 882 801,21	0,00	1
B	FEDER	085	01	07	07	06	08	22	FR421	804 247,16	440 208,50	0,00	1
B	FEDER	090	01	07	07	07	08	12	FR421	5 936 000,00	5 686 000,00	0,00	1
C	FEDER	094	01	07	07	07	08	15	FR422	1 830 839,00	1 626 433,00	0,00	1
C	FEDER	095	01	07	07	07	08	15	FR422	1 675 602,00	1 525 602,00	0,00	1
C	FEDER	102	01	07	07	07	08	21	FR421	265 991,50	265 991,50	0,00	1
C	FEDER	108	01	07	07	07	08	18	FR421	1 713 277,00	1 713 277,00	0,00	1
C	FEDER	118	01	07	07	08	08	19	FR421	4 000 000,00	3 850 000,00	0,00	1
D	FEDER	079	01	07	07	11	08	18	FR422	300 000,00	300 000,00	0,00	1
D	FEDER	080	01	07	07	11	08	23	FR421	346 833,38	346 833,38	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	08	18	FR421	793 524,24	793 524,24	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	08	18	FR422	3 332 500,00	3 332 500,00	0,00	1
D	FEDER	119	01	07	07	11	08	20	DE134	612 916,00	612 916,00	0,00	1
D	FEDER	120	01	07	07	11	08	18	FR421	981 482,06	981 482,06	0,00	1
E	FEDER	121	01	07	07		08	18	FR421	8 027 192,00	8 027 192,00	0,00	1

Coût cumulé de tout ou partie d'une opération mise en œuvre en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union

	Montant du soutien du FEDER(*) envisagé pour tout ou partie d'une opération mise en œuvre dans la zone couverte par le programme, mais située en dehors de l'Union, sur la base de certaines opérations	Part de l'enveloppe financière totale allouée à tout ou partie d'une opération située en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union	Dépenses éligibles au soutien du FEDER engagées dans tout ou partie d'une opération mise en œuvre en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union, déclarées par le bénéficiaire à l'Autorité de gestion	Part de l'enveloppe financière totale allouée à tout ou partie d'une opération située en dehors de la partie de la zone couverte par le programme qui appartient à l'Union
	(en euros)	(%)	(en euros)	(%)
		(colonne 2/montant total alloué au soutien du FEDER au niveau du programme *100)		(colonne 4/montant total alloué au soutien du FEDER au niveau du programme *100)
1.7 RARENET	257 308,50	0,23	/	/
5.1 ERMES-Rhin	61 965,00	0,06	/	/
1.8 RELIGIONS	375 211,00	0,34	/	/
3.3 NANOTRANSMED	837 980,00	0,76	/	/
3.2 TRIDIAG	819 056,00	0,75	/	/
9.2 REGIO MINERALIA	396 291,00	0,36	/	/
3.4 SPIRITS	238 116,00	0,22	/	/

4 SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS

Le plan d'évaluation ne prévoyait aucune évaluation pour l'année 2016. De ce fait, aucune évaluation n'a été réalisée en 2016. La première évaluation interviendra fin 2017 et portera sur le fonctionnement du programme.

5 PROBLÈMES ENTRAUVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES

Programmation

Comme évoqué plus haut, des mesures doivent être entreprises afin que les différents objectifs du programme soient atteints. Certaines priorités thématiques sont aujourd'hui couvertes par aucun projet programmé. Les valeurs à atteindre en 2023 pour certains indicateurs de réalisation demandent un effort important en termes de programmation. Enfin, si un premier appel à projet Offensive Sciences s'est très bien déroulé, le programme manque de visibilité sur les modalités concrètes de la poursuite de cette initiative, et notamment les besoins en fonds communautaires qui en découlent.

C'est l'objectif du PAPS : permettre au Comité de suivi de mieux orienter l'intervention du programme dans les années à venir afin d'atteindre les objectifs fixés. En effet, l'atteinte du premier objectif lié aux valeurs intermédiaires du cadre de performance étant désormais bien engagé et les montants disponibles dans chaque axe prioritaire étant encore considérables, le moment a semblé opportun pour mener cette réflexion. Concrètement, cette dernière a abouti aux recommandations pour la programmation stratégique suivantes:

Axe prioritaire A

- Contribution obligatoire à l'indicateur de réalisation „entreprises coopérant avec des organismes de recherche“
- Mise en place d'une réserve stratégique d'un montant maximal de 3,5 millions d'euros (Offensive Sciences)
- Appel à manifestation d'intérêt, notamment pour les objectifs qualitatifs 1 (infrastructures) et 7 (consortiums internationaux) et l'indicateur de réalisation « Entreprises coopérant avec des organismes de recherche »
- Appel à projet de l'Offensive Sciences
- Limitation de la sélection aux projets sélectionnés dans le cadre d'appels à projets ou annoncés lors d'un appel à manifestation d'intérêt

Axe prioritaire B

- Mesures d'information ciblées concernant le soutien aux projets dans le cadre des objectifs spécifiques 4, 5 et 6
- Contribution obligatoire de tous les projets au sein de l'objectif spécifique 6 à au moins 2 indicateurs de réalisation
- Appel à manifestation d'intérêt pour l'objectif spécifique 7

Axe prioritaire C

- Contribution obligatoire de tous les projets au sein de l'objectif spécifique 9 aux indicateurs de réalisation « nouvelles mesures de sensibilisation et campagnes d'information dans les secteurs du tourisme, des médias et de la créativité » et « utilisateurs de produits, offres et services créés ou améliorés dans les secteurs du tourisme et des médias »
- Contribution obligatoire de tous les projets au sein de l'objectif spécifique 10 à l'indicateur de réalisation « participants à des initiatives de mobilité transfrontalière »

- Appel à manifestation d'intérêt pour les objectifs qualitatifs 26 (sites d'importance transfrontalière) et 30 (Obstacles administratifs et matériels à la mobilité transfrontalière), ainsi qu'à l'indicateur de réalisation « participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières »

Axe prioritaire D

- Contribution aux deux indicateurs de réalisation
- Mise en place d'une réserve stratégique d'un montant maximal de 1,2 million d'euros (microprojets)
- Appel à manifestation d'intérêt pour les objectifs spécifiques 11 et 12

Au niveau transversal

- Mesures d'information ciblées concernant le soutien aux entreprises au sein des OS 6, 8, 9 et 10

Mise en œuvre du programme par le Secrétariat conjoint et l'Autorité de gestion

Alors que l'année 2015 a été marquée par la mise en place de l'ensemble des outils nécessaires à la programmation, l'année 2016 a nécessité un travail important à plusieurs niveaux. Tout d'abord, un travail conséquent a été effectué au niveau de l'animation et de l'instruction de projets, ce qui a permis la programmation de 21 projets en 2016, dont sept dans le dispositif « Offensive Sciences » pour lequel des procédures spécifiques ont été développées.

Au niveau de l'accompagnement de projet, la mise en place de plusieurs éléments a été nécessaire: le manuel à l'attention des bénéficiaires, le site internet permettant de diffuser les informations concernant le programme, des formations à l'utilisation de l'outil SYNERGIE-CTE pour la saisie des dépenses, des réunions de lancement « kick-off » pour chaque projet programmé etc.

Puis, il a fallu développer de manière opérationnelle le système SYNERGIE-CTE et développer les procédures avec l'Autorité de certification et de paiement pour finaliser le circuit financier, permettant, à l'aide de l'outil développé, d'effectuer l'ensemble des étapes nécessaires au paiement aux bénéficiaires.

Enfin, la mise en place du PAPS, la modification du PO, les tâches de pilotage et de communication ont également nécessité un travail important et nécessaire pour le programme et ses bénéficiaires.

Retard dans la transmission du Descriptif de Système, de Gestion et de Contrôle (DSGC)

L'Autorité de gestion accuse un retard dans la transmission du DSGC aux Autorités d'audit, préalable à la désignation de la Région Grand Est en tant qu'Autorité de gestion et Autorité de certification. Ce retard n'est pas lié à un problème en particulier mais à un problème de priorisation des tâches et des ressources, compte tenu des autres responsabilités incombant à l'Autorité de gestion. Parmi ces obligations, on notera la clôture du programme INTERREG 2007-2013 qui a nécessité un travail conséquent. Contrairement à d'autres Autorités de gestion, ce sont les mêmes personnes qui ont clôturé le programme 2007-2013 et établi le DSGC 2014-2020. On notera également le choix qui a été fait de prioriser l'opérationnel sur le descriptif. En effet, il a fallu mettre en place les outils et procédures nécessaires pour programmer de manière sûre des projets afin d'atteindre l'objectif intermédiaire prévu fin 2018 du cadre de performance et d'éviter tout rattrapage d'antériorité dans SYNERGIE-CTE (rattrapage qui a lourdement pesé sur l'Autorité de gestion lors de la période de programmation précédente).

Ainsi, la réalisation de l'ensemble de ces tâches a laissé peu de ressources disponibles pour la rédaction du DSGC. Ce dernier a néanmoins été finalisé au cours du premier trimestre 2017 et transmis au mois d'avril 2017. C'est pourquoi, l'objectif de l'Autorité de gestion est que la désignation ait lieu d'ici la fin de l'année 2017, afin de pouvoir transmettre le premier appel de fonds à la fin de cette même année. Dans la mesure où la mise en place du circuit financier ne s'est terminée qu'à la fin de l'année 2016 et où le

programme n'avait pas à faire face à un dégagement d'office en 2016, le retard pris dans la désignation ne porte pas préjudice au programme.

6 RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS

Voir document joint.

7 RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Programme opérationnel ne prévoit pas d'instruments financiers.

8 LE CAS ÉCHÉANT, PROGRÈS DANS LA PRÉPARATION ET LA RÉALISATION DES GRANDS PROJETS ET DES PLANS D'ACTION COMMUNS

Le Programme opérationnel ne prévoit pas de grands projets et de plans d'action communs.

9 EVALUATION DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE COOPERATION

9.1 Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme

Axe prioritaire A

Au travers de 19 projets adoptés, plus de 18 millions d'euros ont été alloués, soit 65.89% des fonds FEDER disponibles. La contribution moyenne s'élève à environ 1 million d'euros par projet. Ainsi, les objectifs financiers du programme, et notamment l'atteinte des valeurs cibles des indicateurs financiers, sont en très bonne voie concernant cet axe. Au point que les fonds restants devront être programmés de manière ciblée.

La valeur prévisionnelle de l'indicateur commun du cadre de performance CO42 « Investissement productif: nombre d'organismes de recherche participant à des projets de recherche transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux » s'élève, pour les projets programmés, à 230 en 2016 (valeur cumulée), dépassant ainsi l'objectif de 88 en 2023. Par conséquent, tout laisse à penser que si les projets se réalisent comme prévu, la valeur intermédiaire et la valeur cible seront atteintes grâce à la programmation des projets en 2015 et 2016. Cette valeur prévisionnelle est satisfaisante dans la mesure où elle semble témoigner d'une attractivité plus importante que prévue des projets transfrontaliers pour les organismes de recherche. Toutefois, comme pour tous les autres indicateurs de réalisation, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés.

En revanche, le niveau de contribution prévisionnel des projets programmés à l'indicateur commun de réalisation CO26 « nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche » laisse entrevoir des efforts importants restant à fournir. En effet, l'état actuel de cet indicateur de réalisation se situe à 1329 unités sous la valeur cible (la contribution moyenne des projets adoptés s'élève à 38,4). Une contribution conséquente à cet indicateur sera donc obligatoire pour tout nouveau projet programmé. Il s'agit là d'un défi d'autant plus important qu'il faudra encore couvrir certaines priorités thématiques et mettre en place un prochain appel à projets « Offensive sciences » avec les fonds restant dans cet axe.

A ce jour, aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat. La première évaluation d'impact est prévue entre le second semestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020. Cependant, sur la base des formulaires de candidature des 19 projets programmés en

2015 et 2016, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe A, concernant leur contribution prévisionnelle aux indicateurs de résultat.

Ainsi, on observe que les projets programmés devraient avoir un effet positif sur l'indicateur de résultat n°1 « Part des chercheurs actifs sur le plan transfrontalier dans le Rhin supérieur ». En effet, les projets intègrent des chercheurs dans leurs domaines respectifs, qui deviennent de fait actifs sur le plan transfrontalier. Cette intégration peut se faire de manière directe grâce au projet (par exemple la collaboration directe entre chercheurs dans le domaine de la santé par exemple pour le projet RARENET) ou grâce aux activités de mise en réseau du projet (par exemple le projet EUCOR). Si le nombre total de chercheurs dans le Rhin supérieur reste stable, la part des chercheurs actifs sur le plan transfrontalier devrait augmenter grâce aux projets programmés dans cet objectif spécifique.

Concernant l'effet des projets programmés sur l'indicateur 2 « Nombre d'entreprises participant à des projets transfrontaliers de R&D en partenariat avec des structures de recherche et d'enseignement supérieur », un grand nombre de projets prévoit une intégration directe d'entreprises dans les consortiums. Il s'agit le plus souvent de PME mais aussi d'industries, participant en tant que partenaires associés. Certains projets prévoient des actions de dissémination afin de créer des contacts directs entre les PME et le consortium du projet. Ainsi, même si les PME ne participent pas en grand nombre au début du projet, l'objectif est justement de les contacter pour pouvoir ensuite les intégrer. Enfin, d'autres projets intègrent dans leur partenariat des chambres consulaires qui disposent des contacts nécessaires pour atteindre, de manière indirecte, les entreprises.

Concernant l'indicateur N°3 « Nombre d'applications et d'innovations développées par des consortiums transfrontaliers du Rhin supérieur », de nombreux projets, dont tous les projets programmés dans l'OS 3, ont indiqué contribuer à cet indicateur. En effet, les projets programmés dans ce dernier objectif spécifique ont un caractère innovant élevé et prévoient de développer des applications et procédés nouveaux au cours de leur réalisation. A titre d'exemple, de nombreuses applications devraient être développées dans le domaine de la santé : outils diagnostics, dispositifs en radiologie et chirurgie interventionnelle etc. Ainsi, cet indicateur de résultat devrait être favorablement influencé les projets programmés en 2015 et 2016.

Axe prioritaire B

Au travers de 8 projets adoptés, 9 671 699.17€ ont été alloués, soit 22,6% des fonds FEDER disponibles pour cet axe prioritaire. La contribution moyenne s'élève à environ 1,2 millions d'euros par projet. Concernant les indicateurs financiers, les projets programmés permettront d'atteindre la valeur intermédiaire de l'axe B à fin 2018. Cependant, des efforts restent encore à faire pour atteindre la valeur cible de l'indicateur financier à horizon 2023. Les projets programmés dans cet axe se distinguent en deux objectifs thématiques.

Trois projets ont été programmés dans l'objectif thématique 6 pour un montant de 3 440 218.97€ de FEDER, deux dans l'OS4 et un dans l'OS5. Aucun projet n'a été programmé dans l'OS6.

La valeur prévisionnelle de l'indicateur du cadre de performance B «Nombre de nouvelles stratégies et instruments pour la protection des espèces et l'amélioration de la qualité des services liés aux écosystèmes» s'élève, pour les projets programmés, à 21 en 2016 (valeur cumulée) pour un objectif de 3 en 2018 et de 36 en 2023. Si la valeur intermédiaire devrait être atteinte sans difficulté, il faudra encore programmer des projets dans les prochaines années pour que la valeur cible soit atteinte. Dans la mesure où la programmation des projets en 2015 et 2016 a permis d'atteindre 58% de la valeur cible finale de l'objectif, cette valeur prévisionnelle est satisfaisante dans la mesure où des fonds sont encore disponibles pour programmer des projets supplémentaires qui permettront au programme d'atteindre la valeur cible. Toutefois, comme pour tous les autres indicateurs de réalisation, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés.

Concernant l'OS6, des efforts sont prévus dans le PAPS pour y programmer des projets, notamment des mesures d'information ciblées, ainsi qu'une contribution obligatoire de tous les projets au sein de l'objectif

spécifique 6 à au moins 2 indicateurs de réalisation. Le défi principal dans le cadre des objectifs spécifiques 4, 5 et 6 consiste à générer un nombre suffisant de projets, afin de couvrir l'ensemble des objectifs qualitatifs et d'atteindre les valeurs cibles des indicateurs de réalisation.

Cinq projets ont été programmés dans l'objectif thématique 7 correspondants à l'objectif spécifique 7, pour un montant de 6 231 480,20 € de FEDER. La valeur prévisionnelle de l'indicateur commun du cadre de performance E « Nombre de nouveaux concepts, outils et installations favorisant les transports respectueux de l'environnement » s'élève, pour les projets programmés, à 7 en 2016 (valeur cumulée) pour un objectif de 1 en 2018 et de 16 en 2023. Si la valeur intermédiaire devrait être atteinte sans difficulté, il faudra encore programmer des projets dans les prochaines années pour que la valeur cible soit atteinte. Dans la mesure où la programmation des projets en 2015 et 2016 a permis d'atteindre 44% de la valeur cible finale de l'objectif, cette valeur prévisionnelle est satisfaisante dans la mesure où des fonds sont encore disponibles pour programmer des projets supplémentaires dans cette priorité qui permettront au programme d'atteindre la valeur cible. Toutefois, comme pour tous les autres indicateurs de réalisation, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés. Afin d'encourager la programmation dans cet objectif spécifique, le PAPS prévoit un appel à manifestation d'intérêt ciblé sur l'objectif spécifique 7, permettant d'atteindre les acteurs dans le domaine des transports.

A ce jour, aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat. La première évaluation d'impact est prévue entre le second semestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020. Cependant, sur la base des formulaires de candidature des 8 projets programmés dans cet axe en 2015 et 2016, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe B, concernant leur contribution prévisionnelle aux indicateurs de résultat.

Concernant l'indicateur de résultat n° 4 « Nombre d'initiatives transfrontalières en faveur de la protection des espèces animales et végétales », les deux projets programmés dans l'OS 4 devraient avoir un impact positif. Le premier a pour objectif d'élaborer des programmes transfrontaliers visant à consolider la connaissance des espèces patrimoniales et à produire des plans d'actions partagés et de mettre en réseau les acteurs impliqués. Le projet est une première étape vers la définition d'objectifs de sauvegarde d'espèces menacées à l'échelle de la zone RAMSAR. Le second a pour objet l'élaboration de conseils et d'un plan de mesures en faveur de la protection contre les bioagresseurs invasifs des cultures agricoles et de la flore et faune des écosystèmes avoisinants, et devrait ainsi contribuer à la préservation des espèces animales et végétales.

Concernant l'indicateur de résultat n° 5.1 « Qualité globale des eaux souterraines de la nappe rhénane », le projet programmé dans l'OS 5 devrait y contribuer dans la mesure où son objectif est de réaliser des recommandations écrites, soit un outil d'aide à la décision, pour la mise en œuvre de stratégies politiques de préservation et de reconquête de la qualité de la ressource en eau que représente la nappe phréatique rhénane. Ces recommandations d'actions participeront ainsi à améliorer et à renforcer la lutte contre les polluants connus et des polluants émergents à l'échelle de la nappe rhénane.

A ce jour, aucun projet ne prévoit de contribuer à l'indicateur n° 5.2 « Superficie globale cumulée des forêts et prairies permanentes ». De même, dans la mesure où aucun projet n'a été programmé dans l'OS 6, il n'y a pas de contribution prévue aux indicateurs de résultat n° 6.1 « Consommation des sols » et n° 6.2 « Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie ».

Enfin, les projets programmés dans l'OS 7 devraient contribuer de deux manières à l'indicateur de résultat n° 7 « Trafic motorisé transfrontalier ». La première catégorie est composée d'études, pour lesquelles l'impact n'aura lieu que dans un second temps, une fois que des travaux seront menés. On pourra citer dans cette catégorie une étude permettant de définir les conditions d'une politique commune de renouvellement du matériel roulant (train) transfrontalier, ou encore une étude relative au transport à Haut Niveau de Service (Bus), dont l'objectif partagé est, dans un second temps, de rendre le transport en commun plus attractif et de favoriser le report modal des automobilistes. Enfin, une autre étude permettrait dans un second temps de renforcer la part des transports en commun dans les accès à l'EuroAirport depuis la France, la Suisse et l'Allemagne. La seconde catégorie de projets est composée de deux projets

de travaux, qui ont potentiellement un impact immédiat sur l'indicateur. Le projet d'extension d'une ligne de tramway et d'aménagement de la plateforme multimodale d'une gare permettra notamment de renforcer le dispositif de transfert modal de la voiture vers les modes de déplacement à faible impact environnemental (tramway et train) et favoriser les échanges intermodaux "tramway/train/bus". Le projet de construction de la traversée sécurisée du Rhin pour cyclistes et piétons, quant à lui, favorise la mobilité douce.

Axe prioritaire C

Au travers de 5 projets adoptés, 4 742 854,75€ ont été alloués, soit 21,6% des fonds FEDER disponibles. La contribution moyenne s'élève à environ 948 570 euros par projet. Concernant les indicateurs financiers, les projets programmés permettront d'atteindre la valeur intermédiaire de l'axe C à fin 2018. Cependant, des efforts restent encore à faire pour atteindre la valeur cible de l'indicateur financier à horizon 2023.

Les projets programmés dans cet axe se distinguent en deux objectifs thématiques. A ce jour, aucun projet n'a été programmé dans l'objectif thématique 3 qui correspond à l'OS n°8. En ce qui concerne l'objectif thématique 8, 2 projets ont été programmés au titre de l'OS n°9 pour un montant de 1 753 220,50€ et 3 au titre de l'OS 10 pour un montant de 2 989 634,25€.

La valeur prévisionnelle de l'indicateur du cadre de performance CO46 « Marché du travail et formation: Nombre de participants à des programmes communs d'éducation et de formation soutenant l'emploi des jeunes, les possibilités éducatives et l'enseignement supérieur et professionnel par-delà les frontières » s'élève, pour les projets programmés, à 3 471 en 2016 (valeur cumulée) pour un objectif de 450 en 2018 et de 4 349 en 2023. Si la valeur intermédiaire devrait être atteinte sans difficulté, il faudra encore programmer des projets dans les prochaines années pour que la valeur cible soit atteinte. Dans la mesure où la programmation des projets en 2015 et 2016 a permis d'atteindre 79% de la valeur cible finale de l'objectif, cette valeur prévisionnelle est satisfaisante dans la mesure où des fonds sont encore disponibles pour programmer des projets supplémentaires qui permettront au programme d'atteindre la valeur cible. Toutefois, comme pour tous les autres indicateurs de réalisation, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés.

De plus, l'état de la mise en œuvre de plusieurs indicateurs de réalisation hors cadre de performance est encore insuffisant. Le défi principal pour la sélection de projets dans le cadre de l'axe prioritaire C consiste à générer des idées de projets spécifiques, afin d'atteindre les valeurs cibles de l'ensemble des indicateurs de réalisation. Des mesures pour y remédier sont prévues dans le PAPS, notamment la contribution obligatoire aux indicateurs pour tout projet programmé.

A ce jour, aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat. La première évaluation d'impact est prévue entre le second semestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020. Cependant, sur la base des formulaires de candidature des 5 projets programmés en 2015 et 2016, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe C, concernant leur contribution prévisionnelle aux indicateurs de résultat.

Concernant l'indicateur de résultat n° 8 « Nombre de PME menant des activités transfrontalières », aucun projet qui pourrait avoir un impact positif sur cet indicateur de réalisation n'a été programmé dans l'OS8 en 2015 et 2016. Un projet a néanmoins été programmé en 2017 qui devrait avoir un impact positif puisqu'il prévoit de réunir un grand nombre d'entreprises dans le projet transfrontalier.

Concernant l'indicateur de résultat n°9 « Nombre de personnes employées dans les secteurs tourisme, culture et créativité », deux projets ont été programmés dans l'OS n°9. L'un consiste à améliorer l'accueil touristique d'un grand site de patrimoine historique. Le second consiste en l'exploitation touristique de sites de patrimoines industriels très peu exploités pour l'instant. Une fois terminés, ces deux offres de services touristiques nouvellement créés devraient générer des emplois et donc apporter une contribution à cet indicateur.

Concernant l'indicateur de résultat n°10 « Nombre de travailleurs frontaliers dans l'espace du Rhin supérieur », trois projets programmés dans l'OS10 y contribuent potentiellement. Le premier a pour but d'augmenter le nombre de frontaliers via la formation professionnelle, en montrant qu'il est possible de vivre dans un pays et travailler dans l'autre. Les deux autres ont vocation à encourager directement l'emploi dans deux bassins distincts. Le premier a pour but de mobiliser des candidats vers les postes non pourvus de l'autre côté de la frontière grâce à une communication, un accompagnement spécifique et des parcours individualisés. En parallèle, le projet vise à mobiliser des employeurs allemands et à assurer des conditions favorables à l'intégration de travailleurs frontaliers. Le second permettrait d'améliorer l'accès et le retour à l'emploi transfrontalier des personnes à la recherche d'un emploi, grâce à un accompagnement adapté, ainsi que sur l'aide aux entreprises dans leur recherche de main-d'œuvre, sur le bassin d'emploi concerné.

Axe prioritaire D

Au travers de 6 projets adoptés, 3 820 353.78€ ont été alloués, soit 34.8% des fonds FEDER disponibles. La contribution moyenne s'élève à environ 636 725 euros par projet. Ainsi, les objectifs financiers du programme, et notamment l'atteinte des valeurs cibles des indicateurs financiers, sont en très bonne voie concernant cet axe. Au point que les fonds restants devront être programmés de manière ciblée.

La valeur prévisionnelle de l'indicateur du cadre de performance J « Nombre d'utilisateurs de nouveaux concepts, outils, installations et services pour la coopération administrative et citoyenne » s'élève, pour les projets programmés, à 17 170 en 2016 (valeur cumulée) pour un objectif de 9 522 en 2018 et de 82 651 en 2023. Si la valeur intermédiaire devrait être atteinte sans difficulté, il faudra encore programmer des projets dans les prochaines années pour que la valeur cible soit atteinte. Dans la mesure où la programmation des projets en 2015 et 2016 a permis d'atteindre 21% de la valeur cible finale de l'objectif, cette valeur prévisionnelle est encourageante, mais doit être développée au cours de la programmation des prochaines années. Des efforts sont prévus dans le PAPS, notamment par la création d'un appel à manifestation d'intérêt pour les objectifs spécifiques 11 et 12, la mise en place d'une réserve stratégique pour le financement de microprojets et d'une contribution obligatoire des projets programmés à l'indicateur. Toutefois, comme pour tous les autres indicateurs de réalisation, le niveau réel d'atteinte des valeurs cibles ne sera connu qu'au fur et à mesure de l'achèvement des projets concernés.

A ce jour, aucune évaluation n'est disponible concernant la contribution effective du FEDER aux indicateurs de résultat. La première évaluation d'impact est prévue entre le second semestre 2019 et le 1er trimestre 2020. Cependant, sur la base des formulaires de candidature des 6 projets programmés en 2015 et 2016, il est possible de compiler, de manière qualitative, les informations renseignées par les projets programmés dans l'axe D, concernant leur contribution prévisionnelle aux indicateurs de résultat.

Concernant l'indicateur de résultat n° 11.1 « Intensité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur », trois projets ont indiqué y contribuer positivement. Le premier dans le domaine de l'urbanisme en contribuant à l'harmonisation des processus techniques (règlementation technique, fiscalité). Le second, dans le domaine de la santé, permettra d'optimiser le développement de projets et d'intensifier la coopération sanitaire pour une qualité de l'offre de soins améliorée. Un dernier projet devrait également contribuer dans le domaine du développement social et urbain. Grâce aux outils diffusés par les institutions publiques compétentes dans le domaine du développement social urbain, les travailleurs sociaux du Rhin supérieur bénéficieront d'outils qui leur permettront de développer leurs compétences.

Concernant l'indicateur de résultat n°11.2 « Qualité de l'offre de services transfrontalière des administrations et institutions dans l'espace du Rhin supérieur », un projet dont l'objectif est de réaliser un géoportail garantira un accès plus facile et rapide aux bases de données, et donc une offre de service de qualité. Un second projet indique y contribuer, notamment par un processus de labellisation proposé par ses administrations et institutions partenaires. Un troisième a pour objectif de développer et de diffuser un toolkit et un programme de formation, qui permettront aux professionnels des administrations publiques et des institutions actives dans le développement social urbain d'améliorer la qualité des politiques et actions publiques dans les quartiers défavorisés du Rhin supérieur.

Enfin, concernant l'indicateur de résultat n°12 « Part des citoyennes et citoyens qui s'identifient au Rhin supérieur en tant que région transfrontalière », un premier projet a vocation à encourager la rencontre directe sur les sites à travers le développement de projets d'urbanisme et du « vivre en ville » attirants. Un second projet est destiné aux jeunes citoyens. Le jeu virtuel développé permettrait de sensibiliser les élèves et de faire mieux connaître la région frontalière. Enfin, un troisième projet contribuerait à cet indicateur en sensibilisant le grand public à la réalité de la coopération transfrontalière. Grâce aux initiatives développées par la société civile organisée dans le cadre du projet, les citoyens pourront se rencontrer et ainsi la compréhension mutuelle sera améliorée.

Axe prioritaire E

Analyse non pertinente pour cet axe.

9.2 Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et promouvoir la non-discrimination, en particulier celles concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les modalités mises en œuvre pour garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» dans le programme de coopération et les opérations

Dans le programme de coopération

Les principes de non-discrimination, d'égalité des chances et d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes s'appliquent à l'ensemble des activités de gestion du programme. C'est ainsi que ces principes sont respectés notamment lors du recrutement des membres du SC et de l'AG (présence de plusieurs responsables lors des entretiens de sélection provenant de différents partenaires du programme afin d'éviter les préjugés, possibilité d'utiliser des outils numériques pour favoriser une plus large participation etc.). La prise en compte de ces principes peut également être illustrée par l'organisation de formations à destination des bénéficiaires qui sont ouvertes à tous, gratuites et effectuées dans un bâtiment accessible aux personnes à mobilité réduite.

Au niveau des opérations programmées

La prévention de toutes les formes de discrimination est une exigence fondamentale pour les projets cofinancés. En outre, la mise en place de mesures ciblées pour promouvoir l'égalité des chances sont considérées favorablement dans le processus de choix des projets.

Dans le cadre de la sélection des projets, il est en effet analysé si les projets sont conçus de manière à contribuer à la promotion de l'égalité des chances et à l'égalité hommes-femmes, et s'ils excluent toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

A ce jour, aucune information n'est disponible concernant les mesures effectivement prises par les projets programmés. Ces informations seront renseignées par les projets dans le cadre des rapports de projet intermédiaires et finaux, dont les premiers sont prévus à l'été 2017. Cependant, le programme a jugé opportun, sur la base des formulaires de candidature, de compiler les informations fournies par les projets programmés concernant les mesures prévues.

Au sein de l'axe C (croissance inclusive) la moitié des projets programmés visent directement à promouvoir l'égalité des chances sur le marché du travail transfrontalier. L'accès au marché du travail dans les pays partenaires devrait être facilité par l'élimination des différentes barrières et notamment, des barrières sociales.

Parmi les différents axes, certains projets contribuent de par leur thème également à l'égalité des chances. Les projets, comprenant des actions de coopération éducative et universitaire (5), conduiront à une reconnaissance transfrontalière des qualifications et des compétences. Les projets liés aux transports seront amenés à favoriser l'accessibilité et une politique tarifaire sociale.

De plus, les projets ayant un objectif différent prévoient des mesures diverses qui promeuvent l'égalité des chances dans la mise en œuvre des projets. Concernant les processus de recrutement, certains projets exigent d'inclure une certaine quote-part de femmes, d'autres ne veulent instaurer aucune discrimination positive et préfèrent sélectionner les candidats uniquement sur leurs qualifications.

Certains acteurs prévoient de mettre en place des délégués à l'égalité, de choisir les lieux de réunion sans aucune contrainte, ou l'utilisation de services de type Cloud. Enfin, pour certains projets de recherche, des campagnes de communication et des événements sont prévus à destination du grand public, afin de susciter davantage l'intérêt des femmes pour les sciences naturelles et physiques et améliorer leur représentation dans le secteur de la recherche.

9.3 Développement durable

La prévention d'éventuels impacts négatifs sur le développement durable est aussi une exigence fondamentale pour les projets cofinancés. C'est pourquoi, les mesures ciblées pour promouvoir le développement durable sont évaluées positivement lors du choix des projets. Lors de ce processus de sélection, la conception des projets est donc examinée avec soin.

A ce jour, aucune information n'est disponible concernant les mesures effectivement prises par les projets programmés. Ces informations seront renseignées par les projets dans le cadre des rapports de projet, dont les premiers sont prévus à l'été 2017. Cependant, le programme a jugé opportun, sur la base des formulaires de candidature, de compiler les informations fournies par les projets programmés concernant les mesures prévues.

Le développement durable est au cœur de certains projets, notamment de ceux qui répondent aux OS de l'axe B. Il y a donc lieu d'escompter que les 8 projets programmés dans cet axe y contribueront directement. Les deux projets de l'OS 4 visent à protéger la faune et la flore, plus particulièrement certaines espèces menacées, ainsi que les espaces viticoles et arboricoles. Le projet de l'OS 5 apportera des recommandations détaillées pour l'exploitation durable des eaux souterraines. Les 5 projets de l'OS 7 concernent le développement de transports publics transfrontaliers et d'infrastructures permettant les déplacements transfrontaliers à pied ou en vélo, et contribuent ainsi à la réduction des émissions de CO₂.

Une importance particulière est accordée à cette question dans le cadre de 17 des projets programmés dans les axes A, C et D. Certains projets intègrent dans leur domaine de recherche la recherche environnementale, portant notamment sur des problématiques comme la gestion des risques dans le rapport innovation-durabilité, la mobilité écologique, l'utilisation d'énergies renouvelable ou encore la collecte et l'analyse de données environnementales. D'autres se concentrent sur le développement de nouvelles technologies qui permettent de concevoir ou d'intégrer de nouveaux procédés de production plus respectueux de l'environnement (utilisation de matières recyclées, de résidus naturels). Mais il s'agit aussi de développer des technologies écologiques pour les individus (toitures permettant d'exploiter l'énergie solaire par ex.) et d'avoir un impact social.

Outre leurs objectifs principaux, de nombreux projets sont conçus de manière à favoriser le développement durable. Dans la plupart des cas, cela se traduit par la prise de mesures réduisant la pollution (transports publics, technologies de communication modernes, approvisionnement local). D'autres mesures concernent l'utilisation économe des ressources (consommables, supports d'impression).

Seuls 2 projets auront des effets négatifs potentiels sur l'environnement. Il s'agit de l'augmentation des déplacements transfrontaliers suite à la création d'un campus trinational et des conséquences immédiates des aménagements dans le cadre de l'extension de la ligne 3 du tramway bâlois. Dans le cadre du campus

européen, il est prévu d'informer tous les acteurs sur l'offre des transports publics. Concernant le tramway, qui aura un impact écologique positif sur le long terme en raison de la réduction du trafic automobile, l'impact négatif des constructions sera par exemple minimisé en équipant l'infrastructure d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement.

9.4 Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique

Axe prioritaire	Montant du soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique (EUR)	Part du soutien par rapport à l'aide totale allouée au programme (%)
A	1 229 908,50€	4,48%
B	5 649 479,17€	13,20%
Total	6 879 388,17€	6,27%

9.5 Rôle des partenaires dans la réalisation du programme de coopération

Conformément à la section 5.6 du Programme opérationnel, les partenaires – qui avaient déjà pris part à l'élaboration du programme – ont continué de s'investir dans la mise en œuvre du Programme opérationnel. Cette implication s'est concrétisée à différents niveaux, selon leur rôle au sein des différentes instances du programme, mais aussi dans différents aspects de la réalisation du programme, depuis la sélection des opérations jusqu'aux mesures de promotion du programme.

S'agissant tout d'abord de la sélection des opérations, les partenaires du programme qui siègent dans les instances sont destinataires des propositions de projets (pré-formulaires) et candidatures (demandes de cofinancement) en amont de chacune de leurs réunions. Dans les deux cas, ils ont pour rôle de consulter les services techniques compétents de leurs administrations respectives afin de recueillir des avis et des remarques à prendre en compte pour optimiser la qualité des projets. Les contributions des partenaires à ce titre peuvent prendre des formes variées :

- Avis sur l'opportunité des projets au regard des besoins du territoire et des enjeux du PO, et orientation vers des mesures potentielles d'intérêt pour la stratégie de programmation ;
- Orientation vers des partenaires potentiels complémentaires pertinents pour une meilleure contribution de l'opération aux objectifs du PO ; ou encore
- Avis sur le montage financier envisagé.

Ces avis sont systématiquement consignés dans les comptes-rendus des réunions et communiqués aux porteurs de projets afin qu'il en soit tenu compte dans le montage des opérations.

En tant que représentants des autorités publiques présentes sur le territoire du Rhin supérieur, les partenaires s'attachent également à contribuer à l'animation du programme et sa meilleure reconnaissance sur le territoire. Concrètement, ils s'investissent tout particulièrement dans l'organisation de manifestations d'information ou le conseil aux porteurs de projets potentiels rencontrés dans le cadre de leurs missions habituelles. Pour ces deux types d'action, les partenaires ont systématiquement reçu le soutien du Secrétariat conjoint, qui a participé aux différents événements organisés par les partenaires et leur a proposé un atelier de formation au conseil des bénéficiaires potentiels intitulé « Train the trainers ».

Les partenaires ont en outre très à cœur de valoriser les projets et leurs résultats, et par là même de rendre la politique communautaire plus visible sur le territoire. En 2016, les partenaires de programme ont par exemple organisé des événements de présentation des projets aux médias, mettant en scène l'adoption officielle des projets ou encore les signatures de convention de partenariat. Ces actions dites de « parrainage » sont détaillées dans la section dédiée à la mise en œuvre de la stratégie de communication.

Enfin, et de façon plus générale, les partenaires de programme participent activement à la vie du programme, par exemple par le biais des réunions des cofinanceurs de l'Assistance technique. Les partenaires valident également les documents liés à la mise en œuvre du programme, tel que le manuel du programme, et participent à la diffusion de ces documents et de leurs mises à jour. En 2016, on soulignera aussi l'implication des partenaires dans les discussions relatives à l'élaboration du Plan d'action pour la programmation stratégique.

10 INFORMATIONS ET ÉVALUATIONS OBLIGATOIRES

10.1 Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations

Le plan d'évaluation, adopté par le Comité de suivi le 2 juillet 2015, ne prévoit pas d'évaluations durant les deux premières années de mise en œuvre du programme. Afin d'optimiser les évaluations et pour évaluer au mieux l'efficacité, l'efficience et l'impact du programme, le choix a effectivement été fait de ne réaliser les premières évaluations qu'à la fin de l'année 2017.

Par conséquent, aucune évaluation n'a été réalisée durant l'année 2016. La première évaluation interviendra en 2017 et sera consacrée au fonctionnement du programme et à ses trois premières années de mise en œuvre.

Par ailleurs, dans l'optique des évaluations d'impact qui interviendront à partir de 2019, l'Autorité de gestion s'est attelé en 2016 à mettre en place un système de suivi et de collecte fiable des indicateurs de réalisation. Ce travail sera poursuivi en 2017 et constituera une base solide pour les évaluations d'impact prévues en 2019 et 2021.

10.2 Résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication

La stratégie de communication, adoptée par le Comité de suivi le 2 juillet 2015, est déclinée chaque année en plans d'action pour la communication. Ces plans d'action ont vocation à définir de façon plus précise les mesures de communication à mettre en œuvre, en lien avec le contexte de la programmation, dans l'optique d'optimiser l'impact de la stratégie de communication, qui se veut au service des objectifs du programme en termes de programmation d'une part, et de sa notoriété d'autre part.

Le plan d'action pour la communication pour l'année 2016 a été validé par le Comité de suivi le 16 décembre 2015. Il s'articule, dans le respect de la stratégie globale, autour de trois axes :

- La génération rapide et conséquente de projets de qualité, c'est-à-dire permettant au programme d'atteindre ses objectifs, notamment au regard du cadre de performance.
- L'accompagnement efficace des bénéficiaires dans la mise en œuvre et la valorisation de leurs projets, qui constituent la plus importante vitrine de l'impact du programme sur le territoire.
- Le renforcement de l'implication des partenaires du programme dans les actions d'information et de publicité, afin d'en augmenter la notoriété.

Dans ce contexte, les actions d'information et de publicité suivantes ont été entreprises :

En matière d'information sur les modalités de candidature et d'examen des projets, le programme s'est concentré cette année d'une part sur le développement de son site Internet, officiellement mis en ligne le 8 octobre 2015 et principal canal de communication, et d'autre part sur l'animation du territoire par le biais d'une présence active lors d'événements organisés à destination de bénéficiaires potentiels du programme.

S'agissant du site Internet, le travail mené a consisté, pour l'essentiel, en la rédaction et la mise en ligne des différentes rubriques du site. Un travail continu de mise à jour est dès lors engagé et se poursuivra

tout au long de la période de programmation. Pour cette première année complète de fonctionnement, le site Internet du programme comptabilise un total de 17 174 visiteurs. Un pic de connexions a notamment pu être observé en janvier 2016, à l'occasion de la publication de l'appel à projets « Offensive sciences ». Ceci atteste de l'utilité du site en tant qu'outil d'information sur les possibilités de financement du programme.

Pour ce qui est de l'animation du territoire, le Secrétariat conjoint a activement participé en 2016 à 12 événements d'information organisés par ses relais d'information. Les interventions réalisées dans ce cadre ont notamment permis de présenter à des cibles variées les modalités d'obtention de crédits issus du FEDER dans le cadre du programme, mais aussi de mener un travail pédagogique nécessaire pour faire comprendre la logique d'intervention de la nouvelle période de programmation. Au travers de ces événements, environ 300 personnes ont pu être touchées.

Par ailleurs, dans l'optique d'assurer une qualité uniforme de l'information sur le terrain, au plus proche des acteurs de la coopération, le Secrétariat conjoint a proposé aux partenaires du programme une séance de formation des relais de l'information à l'accompagnement des bénéficiaires potentiels. Grâce à cette initiative, désormais baptisée « Train the trainers », les partenaires du programme ont pu bénéficier des conseils du Secrétariat conjoint pour s'approprier les critères et les procédures du programme et ainsi mener leurs propres actions d'information et de conseil de façon plus autonome, tout en garantissant une bonne cohérence avec l'action directe du programme. Le premier atelier « Train the trainers » s'est tenu le 27 septembre 2016 à Strasbourg et a réuni 10 participants, représentant 9 institutions membres du Groupe de travail du programme. Les retours positifs obtenus suite à cette expérimentation ont encouragé le Secrétariat conjoint à reconduire cette action en 2017.

En ce qui concerne la valorisation de l'action concrète du programme et des projets, le Secrétariat conjoint a choisi, en 2016, d'agir sur :

- l'accompagnement des bénéficiaires effectifs dans la mise en œuvre de leurs opérations ;
- l'animation du réseau de la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur, auquel un premier bilan intermédiaire de l'action du programme a été présenté ; et
- la mise en lumière de projets emblématique auprès des médias.

L'accompagnement des bénéficiaires effectifs du programme se traduira tout au long de la programmation par diverses actions. En 2016, priorité a été donnée aux actions d'accompagnement qui garantissent une bonne mise en œuvre des projets, de façon à en garantir le succès et donc, à en faciliter la valorisation. Ainsi, les premières actions d'accompagnement des bénéficiaires effectifs ont consisté en l'organisation de modules de formation à l'utilisation de l'outil en ligne SYNERGIE-CTE pour la mise en œuvre des projets. Cette année, 6 sessions de formation ont été organisées par l'Autorité de gestion. 147 participants, représentant 26 projets cofinancés s'y sont réunis, ce qui correspond à 100 % de projets impactés par cette action.

L'obligation réglementaire d'organiser chaque année une grande action d'information sur l'état d'avancement de la programmation a été respectée en date du 29 novembre 2016. La manifestation annuelle, organisée à Strasbourg dans les locaux de la Région Grand Est, a réuni une centaine de participants autour d'un premier bilan de mise en œuvre du programme, un peu plus d'un an après son lancement officiel.

Enfin, le programme a veillé à assurer une présence régulière dans les médias du Rhin supérieur. Pour cela, trois modalités d'action ont été mises en œuvre : l'adresse directe à la presse par voie de communiqué, l'implication des partenaires du programme dans des actions dites « de parrainage des projets », ou encore l'accompagnement des bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs propres opérations à destination des médias. Ainsi, les membres du Comité de suivi ont transmis aux médias locaux des communiqués de presse portant sur l'actualité du programme à l'issue de chacune de leurs réunions. Les partenaires du programme se sont par ailleurs investis dans l'organisation d'événements pour la presse autour de six projets emblématiques :

- le 27 janvier : Inauguration du Campus européen (n° 1.1),
- le 24 février : Attribution officielle du financement européen au projet PK309 (n° 7.2) ;

- le 28 avril : Attribution officielle du financement européen aux projets TriRhenaTech (n° 1.5) et Bureau de coordination du pilier sciences (n° 1.4) ;
- le 9 mai : Lancement du projet SERIOR (n° 1.6) ;
- le 14 juin : Conférence de lancement du Neurocampus (n° 1.2).

Ces différentes actions, associées aux mesures initiées par les bénéficiaires eux-mêmes, ont permis de constater la parution dans les médias locaux d'au moins 35 articles mentionnant l'action de l'Union européenne pour la coopération transfrontalière grâce au programme.

11 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME DE COOPÉRATION

11.1 Progrès dans la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme de coopération

Le Programme opérationnel ne suit aucune approche intégrée pour favoriser le développement territorial. En effet, la mise en œuvre du Programme opérationnel s'appuie, sur les actions menées par la population locale pour le développement de sa propre région, sur la mise en place de politiques intégrées de développement durable urbain, dans les différentes villes concernées par le programme, ou encore, sur l'utilisation des investissements territoriaux intégrés prévus par l'article 36 du règlement 1303/2013.

Au niveau infrarégional, les Eurodistricts constituent le niveau de référence le mieux adaptés, sur le plan territorial et fonctionnel, pour répondre aux défis et potentiels spécifiques aux territoires :

- Ils reflètent de manière cohérente les interdépendances au niveau infrarégional pour toute une série de thématiques (protection de l'environnement et des biotopes, transport, marché du travail et emploi, aménagement du territoire, coopération des acteurs de la société civile, etc.) ; en même temps ils permettent de mettre en œuvre une action différenciée en fonction des différentes conditions cadres régissant chacun des quatre Eurodistricts.
- Au travers de leurs membres et par la mise en réseau avec d'autres acteurs, par et pour lesquels ils mènent leurs activités, les Eurodistricts parviennent à associer des cercles d'acteurs qu'il est relativement difficile d'intégrer au niveau du Rhin supérieur dans sa totalité.
- Les Eurodistricts présentent un degré de structuration intérieure qui permet, de manière générale, d'inscrire les particularités territoriales dans une stratégie transfrontalière, d'organiser l'implication des acteurs mentionnés et de servir de contact pour les structures de coopération transfrontalière au niveau de la zone transfrontalière dans son ensemble.

Cette approche prévue dans le Programme opérationnel porte déjà ses fruits : Les Eurodistricts ont participé à l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs projets déjà approuvés, parmi lesquels un projet commun ayant pour thème « Société civile : Animation de la société civile au sein des territoires des Eurodistricts ». En outre, ceux-ci se sont montrés actifs dans l'organisation de l'appel aux petits projets, officiellement lancé en début d'année 2017.

11.2 Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer la capacité des autorités et des bénéficiaires de gérer et d'utiliser le FEDER

Un certain nombre de mesures, visant à renforcer la capacité administrative des autorités du programme, a été déployé depuis le début de la période de programmation. Les agents du Secrétariat conjoint et de l'Autorité de gestion ont notamment pris part à des formations, dont certaines organisées par le programme INTERACT. Au travers d'échanges avec d'autres programmes et de la participation à de nombreuses réunions organisées par les Etats français et allemand ainsi que par la Commission européenne, ils ont pu aussi développer leur connaissance de la réglementation et de certains aspects spécifiques d'une importance accrue pour la période de programmation tels que le système d'indicateurs.

En outre, le programme est accompagné, au besoin, par des spécialistes sur certaines thématiques, comme par exemple les aides d'Etat, dans l'optique de sécuriser le montage des projets.

A côté de cela, le programme a également mis en œuvre une série d'actions et d'outils visant à accompagner les bénéficiaires dans le montage et la mise en œuvre de leur projet. Une fois les projets adoptés, une réunion « kick-off » spécifique à chaque projet est organisée : elle permet notamment de présenter les règles d'éligibilité et d'évoquer les particularités de chaque projet. De plus, le programme a également mis en place des formations à destination des bénéficiaires. Depuis 2015, 11 sessions de formations « Synergie CTE », organisées après l'adoption de nouveaux projets, ont permis d'expliquer à 251 bénéficiaires les modalités de remontée des dépenses. A partir de 2017, des sessions de formation à la communication, dont l'objectif sera de permettre aux bénéficiaires de mieux communiquer autour de leur projet et du cofinancement FEDER, viendront compléter l'offre.

Afin de faciliter et de sécuriser le montage de leur projet, les bénéficiaires disposent par ailleurs de deux interlocuteurs uniques, l'un au sein du Secrétariat conjoint et l'autre auprès de l'Autorité de gestion. Ces deux agents se tiennent à la disposition des bénéficiaires en cas de questions ou de difficultés. Un accompagnement poussé est assuré au moment du montage du projet et de la mise en place de la convention de partenariat. Le contrôle de la première demande de versement fait quant à lui l'objet de nombreuses remarques et conseils qui constituent pour les bénéficiaires autant de pistes d'amélioration permettant une mise en œuvre plus efficace et sécurisée des projets.

Enfin, le programme a déployé de nombreux outils qui ont vocation à renforcer la capacité des bénéficiaires. Les règles de fonctionnement du programme (critères d'éligibilité et de sélection notamment) et les règles d'éligibilité des dépenses sont notamment définies dans le manuel du programme. A chaque modification, la version actuelle du manuel est adressée aux bénéficiaires qui sont ainsi tenus informés de l'évolution des règles à respecter. Mis en ligne en novembre 2015, le site internet constitue quant à lui un outil important pour les bénéficiaires puisqu'outre les informations sur le Programme opérationnel et les projets déjà acceptés, c'est également au travers de cet outil que les règles d'éligibilité et de fonctionnement du programme sont diffusées aux bénéficiaires.

11.3 Contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes (le cas échéant)

Le texte ci-dessous est destiné aux membres du programme pour information. Il n'apparaîtra pas dans le logiciel de la Commission européenne. Aucune stratégie ne sera sélectionnée par le programme dans le logiciel SFC.

Le programme INTERREG V Rhin Supérieur n'est que partiellement recouvert par les zones délimitées pour les stratégies macro-régionales concernant le Danube et les Alpes. La partie française et de la Rhénanie-Palatinat inclus dans la zone du programme n'est concernée par aucune des deux stratégies. Dans ce contexte et dans la mesure où l'orientation régionale du Programme opérationnel de coopération transfrontalière entre la Suisse, l'Allemagne et la France se limite à la région du Rhin Supérieur, aucune contribution significative à la stratégie européenne pour la zone du Danube n'est prévue.

Comme par le passé, l'administration du programme s'efforce toutefois d'attirer l'attention des partenaires de projets, cofinancés par le programme INTERREG V Rhin supérieur, sur les possibilités et les opportunités d'une participation à des projets dans le cadre des stratégies macro-régionales pour le Danube ou les Alpes.

11.4 Progrès réalisés dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'innovation sociale

Au travers de certains de ses projets, le programme INTERREG Rhin supérieur contribue au domaine de l'innovation sociale. Plusieurs projets, programmés en 2015 et 2016, comportent effectivement des actions renvoyant au domaine de l'innovation sociale, soit de par la thématique dont ils traitent, soit de par les acteurs qu'ils rassemblent.

Au sein de l'axe A, les projets 1.7 « RARENET » et 1.8 « Religions », programmés respectivement en 2015 et 2016 sur l'objectif spécifique 1, comportent une dimension d'innovation sociale. Visant le déploiement d'une formation médicale de pointe dans le domaine des maladies rares, le projet « RARENET » s'attachera également à renforcer l'interactivité entre les professionnels de santé, les patients via les associations de patients et les industriels autour de la question du diagnostic et de la prise en charge des patients atteints de maladies rares. De par la thématique sur laquelle il porte et le public cible visé, le projet « Religions » devrait permettre quant à lui de donner aux différents groupements religieux les clefs d'un savoir vivre ensemble.

Au sein de l'axe C, une grappe de projets programmée en 2015 et en 2016 sur l'objectif spécifique 10 (projets 10.1 « Réussir sans frontière », 10.2 « Emploi 360° » et 10.3 « Bassin d'emploi PAMINA ») porte sur la thématique de l'emploi et de la formation tout au long de la vie. Rassemblant un partenariat multiforme composé à la fois des acteurs de l'emploi, du monde économique et des acteurs locaux, ces projets visent au développement de solutions innovantes en matière d'emploi à l'échelle de la région transfrontalière, permettant d'agir ainsi au plus près des besoins en termes de médiation et de mise à l'emploi. Au travers d'une meilleure adéquation l'offre et la demande d'emploi à l'échelle du Rhin supérieur, au développement de la formation professionnelle et continue, ces projets devraient ainsi contribuer au développement d'un niveau élevé d'emploi dans la région du Rhin supérieur.

Enfin, au sein de l'axe D du Programme opérationnel, le projet 11.4 « MARGE », programmé en 2016 sur l'objectif spécifique 11, renvoie de par sa thématique (développement social urbain dans les quartiers marginalisés) et de par les divers acteurs qu'ils rassemblent (travailleurs sociaux, pouvoirs publics et société civile) au domaine de l'innovation sociale. En prévoyant l'échange et la formation des acteurs du développement social urbain au niveau transfrontalier, le projet devrait permettre l'émergence des nouvelles politiques à destination des quartiers marginalisés du Rhin supérieur. Le projet 12.1 « Passe-partout » vise, pour sa part, au développement du bilinguisme via une éducation non-formelle (un jeu) en s'appuyant sur un partenariat mixte rassemblant des organismes de l'éducation formelle, des professionnelles de l'image et les Eurodistricts des territoires concernés.

12 INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME

Non pertinent en 2016.